

Nouveaux programmes d'histoire-géographie au lycée :

Quelques remarques et réflexions pour alimenter le débat

- **Préalable** : je ne reviens pas sur la « réforme du lycée et la nouvelle « architecture » qu'elle induit, si ce n'est pour rappeler qu'elle est, fondamentalement, responsable de tout ce qui suit, modification des offres de formation en HG (dont évidemment la disparition de ces disciplines en TS), des horaires, et donc des programmes et contenus comme des modalités d'examen.

Cette réforme étant ontologiquement mauvaise, pour ne pas dire détestable, les modalités pratiques de son application ne peuvent que l'être également.

- **Programmes, remarques générales** : tant en histoire qu'en géographie, il semble que nous allons délibérément vers l'évolution suivante : on sort plus ou moins de la discipline historique clairement définie au plan épistémologique pour entrer dans les sciences politiques (plus ou moins au rabais), ou une espèce d'ECJS élargie, axée sur les questions d'actualité (au sens large), du moins celles qui sont à la mode : d'où l'omniprésence jusqu'à l'écœurement du « développement durable », de la « gestion des territoires, ... ».

- D'autre part, et depuis longtemps, l'accent est mis systématiquement, y compris par l'APHG et les professeurs eux-mêmes, sur la dimension « civique » de l'enseignement de l'HG, qui, seule, justifierait son existence parmi les disciplines enseignées dans les 1^{er} et 2nd degrés.

C'est méconnaître gravement la dimension culturelle de nos disciplines, et leur rôle dans la formation intellectuelle (par l'observation, la confrontation, l'analyse, ... qu'elles impliquent).

- **Programmes, contenus et logique** : Pour revenir à des choses terre à terre, il faut critiquer la façon dont sont conçus les nouveaux programmes. Tout le monde a remarqué - et généralement critiqué - la disparition en histoire de la chronologie au profit de l'étude thématique. Celle-ci implique des acrobaties intellectuelles graves, même si les professeurs gardent la possibilité d'invertir leurs thèmes : cela n'empêchera pas, par exemple d'avoir à traiter dans le thème « La guerre », la 2^e guerre mondiale avant d'avoir vu qu'il y avait un totalitarisme nazi qui en était largement à l'origine ; et si on inverse, d'avoir étudié les dits totalitarismes avant la 1^e Guerre mondiale. Ces absurdités ont été reconnues et dénoncées depuis longtemps.

Le temps et la place manquent pour énumérer toutes les critiques que l'on peut faire à ces programmes.

- Mais il est d'autres absurdités internes, et d'ailleurs il n'est qu'à voir les différents manuels pour voir que les auteurs, face à de telles difficultés, ont singulièrement erré. Restons en histoire par exemple : dans le manuel Nathan, collection Cote, le thème sur « la guerre au XXe siècle » (sur lequel on peut longtemps gloser) se décline en 3 chapitres : Les guerres mondiales (il faut bien un minimum d'événementiel ...), les espoirs d'un ordre mondial, SDN et ONU, de la guerre froide aux nouvelles conflictualités (rien que cela !!!!).

Le deuxième chapitre (4 du livre) ne traite pas, sauf dans une introduction d'un tiers (vertical) de page accompagnant une carte de l'Europe issue des traités, des traités eux-mêmes, puisque le chapitre porte sur SDN et ONU : cela n'empêche pas les auteurs du manuel de proposer, de façon acceptable sur le fond, mais absurde au regard de l'organisation retenue, un exercice d'analyse de document consacré aux conséquences, essentiellement territoriales, du Traité de Versailles pour l'Allemagne puisqu'il s'agit d'une carte. Or, il n'y a pas de cours sur ce point et cela ne correspond même pas à l'intitulé du chapitre.

Là encore, on pourrait multiplier ainsi les exemples.

- Programmes, appauvrissements : Il est des réalités qui ne trompent quant à l'appauvrissement intellectuel et culturel généralisé qui découlera de cette réforme, donc de ces programmes. Les textes des pages de cours, par exemple consacrés à la révolution industrielle sont parfois aussi bref et aussi indigents que ce qu'on peut trouver dans les manuels, si ce n'est actuels, mais du moins récents, de collègue.

- Les documents sont tronqués et réduits à leur plus simple expression (exemple dans le manuel susdit, pour les *thèses d'avril* ou pour le *décret sur la paix*, là encore conformes à ce qu'on peut trouver dans des manuels de collègue). Impossible avec si peu de faire la moindre analyse sérieuse, intéressante et intellectuellement formatrice.

- D'un point de vue général, cette critique peut être étendue à l'ensemble des questions mises ainsi au programme : pas le temps, même pas les moyens de se montrer, sinon exhaustif, du moins suffisamment complet pour pouvoir nourrir une réflexion. Ces grands thèmes a-chronologiques sont des survols, et ont de ce fait bien peu d'intérêt.

- Programmes, mise en œuvre : Il ressort de tout cela une difficulté pharminieuse pour mettre en œuvre de tels programmes, une impression de manque de temps, inhérente à nos disciplines certes et déjà rencontrée, mais singulièrement aggravée, générant une **tension insupportable**. Il faut aller vite, le cours n'en est que plus magistral que jamais. Non que je m'oppose au cours magistral (j'ai été assez critiqué pour l'avoir défendu, d'ailleurs un cours peut-il être autre que magistral ?), mais la pression joue même contre la moindre digression, la moindre erreur, la moindre illustration : tout ceci est trop chronophage.

- Ajoutons à cela la préparation à pas moins de **trois types d'épreuves pour le baccalauréat** (composition, analyse [de 1 ou de 2, ce qui est d'ailleurs différent] de document(s), croquis et schéma – ce qui n'est pas tout à fait la même chose non plus) et ce spécialement pour les S, élèves qui ont à passer le plus précocement les épreuves (désormais anticipées).

La conclusion est sans appel : **CETTE RÉFORME EST LA RÉFORME DE TROP !** Elle est détestable en tout points, elle prive les élèves d'un enseignement que nous jugeons indispensable à la culture et la connaissance d'un citoyen éclairé du XXI^e siècle, et tout particulièrement des élèves des séries S, à peu près 50% des effectifs des séries générales, pour la plupart destinés à s'engager dans des études supérieures longues et parmi lesquels figureront dans l'avenir la majorité des cadres de la Nation.

Elle met en œuvre des programmes illogiques et infaisables, et elle induit une véritable **souffrance** (le mot est fort, mais il a été de nombreuses fois entendu) parmi les professeurs.

Jean-Philippe CORMIER
Lycée de Domfront